

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
Tome II : Ouvriers

AVENANT DU 7 DÉCEMBRE 2006
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS 2007
(AUVERGNE)

NOR : ASET0750528M
IDCC : 1702

Entre :

La fédération des travaux publics de la région Auvergne,

D'une part, et

La CFE-CGC ;

La CFDT section construction et bois Auvergne ;

Le syndicat FO BTP ;

La CFTC,

D'autre part,

au cours de la commission paritaire qui s'est tenue le 7 décembre 2006, et en application du chapitre VIII-1 du titre VIII de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1999, il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Valeur des indemnités de petits déplacements

Les valeurs des indemnités de petits déplacements prévues par la convention précitée ont été fixées aux montants suivants.

INDEMNITÉ	ZONE 1 A 0 / 5 km	ZONE 1 B 5 / 10 km	ZONE 2 10 / 20 km	ZONE 3 20 / 30 km	ZONE 4 30 / 40 km	ZONE 5 40 / 50 km
Repas (1)	8,78	8,78	8,78	8,78	8,78	8,78
Trajet	0,69	1,53	2,53	3,86	5,15	6,52
Transport (2)	0,66	1,99	3,97	6,61	9,24	11,90
<p>(1) Conformément au protocole d'accord régional du 2 mai 1977, il est admis que l'ouvrier travaillant dans l'agglomération de son domicile est réputé prendre son repas de midi chez lui, sauf si les conditions de service et/ou de sécurité ne le permettent pas. Toutefois, pour les grandes villes, la notion d'agglomération s'étend dans les limites d'un rayon de 5 kilomètres autour du chantier.</p> <p>(2) Ces valeurs tiennent compte des caractéristiques géographiques et climatiques de la région.</p> <p>(1) et (2) Ces indemnités s'appliquent également aux ETAM non sédentaires.</p>						

Article 2

Date d'application de cette valeur

Les dispositions qui précèdent s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2007 et pour l'année 2007.

Elles annulent et remplacent celles fixées par l'accord du 30 novembre 2005 et applicables pour l'année 2006.

Article 3

Champ d'application

Le présent accord est applicable au personnel ouvrier (et ETAM, pour ce qui les concerne) des entreprises de travaux publics de la région Auvergne (Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme), étant entendu que la convention collective citée à l'article 1^{er} ci-dessus a été étendue.

Article 4

Dépôt

Le présent accord sera déposé pour extension, conformément aux dispositions du code du travail, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle du Puy-de-Dôme et transmis, pour information aux directions départementales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de l'Allier, du Cantal et de la Haute-Loire.

Fait à Clermont-Ferrand, le 7 décembre 2006.

(Suivent les signatures.)